



APPEL À DES CONFÉRENCIERS

L'accès à une eau potable de qualité et à des systèmes d'assainissement adéquats est un droit de la personne. Nous possédons avant tout le droit inhérent d'utiliser et de protéger nos eaux et nos terres. La protection de l'eau et de tous les êtres vivants qui en dépendent est une responsabilité sacrée qui nous a été confiée par le Créateur. Il incombe aux États de mettre en œuvre l'article 25 de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones, qui stipule ce qui suit :

« Les peuples autochtones ont le droit de conserver et de renforcer leurs liens spirituels particuliers avec les terres, territoires, eaux et zones maritimes côtières et autres ressources qu'ils possèdent ou occupent et utilisent traditionnellement, et d'assumer leurs responsabilités en la matière à l'égard des générations futures. »

Les Premières Nations ont réclamé l'abrogation de *Loi sur la salubrité de l'eau potable des Premières Nations*. L'Assemblée des Premières Nations a maintenant la possibilité de faciliter la discussion avec les Premières Nations en conceptualisant, en élaborant, en concevant et en mettant en œuvre un processus renouvelé de mobilisation en vue d'un examen de la loi actuelle. Ce Symposium constituera la première étape de ce dialogue et permettra de recueillir des avis et des suggestions quant à la façon de le mener à bien.

Le Symposium national et la Foire commerciale sur l'eau de l'Assemblée des Premières Nations permettront aux délégués de s'informer auprès d'autres personnes qui se sont lancées dans la gestion durable de l'eau, l'utilisation de technologies novatrices, l'application de nouvelles méthodes de formation, l'adaptation aux changements climatiques ou la mise en œuvre de leurs propres approches en matière d'entretien et de contrôle de systèmes de gestion de l'eau et des eaux usées. Le conférencier d'honneur sera le Dr David Suzuki et les participants pourront assister à des présentations d'experts et prendre part à d'intéressants ateliers interactifs dans le cadre desquels ils pourront en apprendre plus et partager leurs propres expériences.

Parmi les sujets abordés :

- L'abrogation de la *Loi sur la salubrité de l'eau potable des Premières Nations* et sa signification pour les Premières Nations;
- Les avis concernant la qualité de l'eau potable et diverses questions les entourant;
- Les conséquences du changement climatique sur le plan de la qualité et de la quantité de l'eau;
- Les aspects sanitaires de l'eau et de la qualité de vie;
- Les technologies novatrices de traitement des déchets solides de l'eau et des eaux usées;
- La gestion durable de l'eau;
- Les nouvelles approches en matière de formation.





Les participants au Symposium comprendront : des dirigeants des Premières Nations de partout au Canada; des techniciens de l'eau, des représentants du ministère des Travaux publics et des techniciens en infrastructures des communautés des Premières Nations; des consultants, des fonctionnaires et des représentants d'organisations non gouvernementales concernés par les questions touchant l'eau des Premières Nations.

Toutes les propositions doivent comprendre :

- Une description de la présentation (**200 mots maximum**) précisant en quoi elle se rapporte aux sujets abordés pendant le Symposium sur l'eau;
- La(les) biographie(s) du(des) conférencier(s) (**100 mots maximum**);
- Au plus trois (3) conférenciers par proposition.

Les propositions doivent être soumises en format **MSWord**. **Veuillez envoyer votre proposition par courriel à kwhiteduck@afn.ca** sous l'en-tête « *Proposition – Symposium national sur l'eau de l'APN*. Veuillez noter que les présentations pourraient être éditées en raison des contraintes d'espace relatives à la documentation du Symposium (format digital et papier).

Date limite de soumission : 15 janvier 2018, 14 h (heure normale de l'Est)

Les personnes dont la proposition sera retenue en seront avisées au plus tard le 17 janvier 2018. Veuillez noter qu'en raison du budget limité de cet événement important, les conférenciers devront assumer leurs propres frais de déplacement; toutefois, sous réserve de circonstances exceptionnelles, une indemnisation complète ou partielle pourrait être envisagée sur une base individuelle et sur demande écrite.

Pour toute question, veuillez communiquer avec Irving Leblanc à ileblanc@afn.ca.

